L'Anarcho-Syndicaliste n°41
juillet 1964
Union des Anarcho-Syndicalistes

LE P.C.F. SOUS DE GAULLE

Au lendemain du 17ème congrès du P.C.F., le journal U.N.R. "la Nation", évoquant le chiffre de 30000 nouveaux adhérents dont fait état le PC, reprenait la formule lancée par Malraux au temps du R.P.F.: *"Demain, en France, il n'y aura plus que les communistes, nous et rien".*

Il est certain que, dans le monde des "appareils", ni la vieille social-démocratie préconisant le gaullisme avec Defferrre. ni le réformisme traditionnel glissant lentement vers l'intégration, ni les anciens partis bourgeois, laïques ou cléricaux, ni la vaine tentative du P.S.U. ne représentent quelque chose de sérieux entre le gaullisme et le P.C.F.

Le détail qu'oubliait de préciser Malraux c'est que dans la mesure où les intérêts du P.C.F. ne s'identifient pas à ceux de la classe ouvrière, à un moment ou à un autre, d'autres forces jailliront qui ne porteront pas d'étiquette officielle et qui s'opposeront à la fois au gaullisme et au P.C.F.

La bourgeoisie le sait qui, par la mise en place de la "réforme administrative", vient d'installer sans bruit des structures qui caractérisent le fascisme; le P.C.F. de son côté a pris soin, lors de son dernier congrès, de renforcer ses digues intérieures en prévision de poussées contraires à la ligne imposée par l'appareil.

Il reste que l'influence actuelle du P.C. et ses moyens d'action dans la classe ouvrière sont trop évidents pour qu'on puisse négliger l'analyse de ses objectifs.

LA REFORME DES STATUTS

Tout d'abord, le 17ème congrès a adopté la réforme des statuts élaborée par le Comité Central et qui modifie les modalités d'élection des responsables: une "commission de canditures" désignée par la conférence de section ou la conférence fédérale, selon échelon, établira la liste des canditats. Mais la direction sortante présentera des canditats en priorité sous prétexte qu'elle *"est la mieux à même de juger de l'activité des membres qui la composaient".*

La liste ainsi établie comportera des canditats en nombre égal à celui à élire. Pour parer à toute éventualité chaque canditat devra recueillir la majorité absolue des votes exprimés. Ultime précaution puisqu'on voit mal comment pourrait être élu l'impudent candidat qui n'aurait pas la caution de la commission de canditatures et de la direction sortante.

Enfin, cette liste unique, intangible et officielle ne pourra occasionner de discusssions de dernière heure au moment du vote, celui-ci se fera désormais à "bulletin secret". Puisqu'en fait la liste obligatoire sera connue de tous, derrière cette formule impropre se cache la suppression de toute discussion au moment du vote.

Du temps du vote à main levée, les éliminations s'accompagnèrent parfois de violences du plus mauvais effet. Aujourd'hui ces moeurs de bolchevicks mal dégrossis risqueraient de choquer les "démocrates" dont le P.C. se prétend le champion, c'est pourquoi le nouveau système d'élection exige une manière plus raffinée d'assurer et de perfectionner le contrôle de l'appareil sur les militants du parti.

G. Marchais, rapporteur sur cette question, tente de justifier les nouvelles modalités de vote dans l'Humanité du 23-4-64: *"Est-il toujours si facile pour tel ou tel camarade, pour de jeunes militants de s'exprimer publiquement ?... le vote à bulletin se-cret développe donc la démocratie dans la vie du parti".* Ainsi, la jeunesse des militants motiverait la réforme des statuts (qui revient à supprimer la discussion plutôt qu'à créer un climat favorable à l'expression des militants), mais deux colonnes plus loin Marchais ne se contredit-il pas en écrivant: *"... la maturié politique du Parti, de ses organisations et militants s'est affermie. C'est pourquoi aujourd'hui le vote secret peut-être envisagé."*

Peu importe. Quiconque n'apprédie pas les nouveaux statuts sera sensé développer une conception "petite bourgeoisie" de la démocratie puisque, Marchais l'a dit, *"les communistes ne confondent pas démocratie prolétarienne avec démocratie formelle".*

Toujours est-il que l'appareil se trouve à l'abri de toute surprise concernant les élections et que la croyance en la possibilité d'un redressement de la direction du P.C. par une action à l'intérieur du Parti, au travers de ses instances statutaires, relève d'un singulier mysticisme.

ANALYSE DE W. ROCHET

Combien D4ouvriers, après une journée de 9 à 10h., ont- ils eu la possibilité d'étudier le rapport de W. Rocher dont la lecture dura cinq heures et qui remplissait sept pages de l'humanité en petits caractères? On ne leur en demande sans doute pas tant, pourvu que le rabachage de slogans tiennent lieu et place de pensée politique.

L'analyse de la situation politique contenue dans le rapport de Rochet présente un aspect curieux: décousue sans lien apparent, une litanie de constatations malheureuses émaillées de considérations sur la malfaisance du Marché Commun, des revanchards allemands, de la politique anti-sociale du pouvoir personnel préjudiciable aux intérêts bien compris de la France.

Ainsi *"la France doit acheter à l'étranger le 1/3 des charbons qui lui sont nécessaires"* alors que *"la production houillère française a baissé de 5 millions de tonnes depuis 1958..." Et après les charbonnages ce sont les mines de Lorraine qui sont menacées.*

Contrairement aux promesses faites, les travailleurs des pays du Marché Commun ne bénéficient pas de l'accroissement de la production, ni des résultats de l'application des progrès scientifiques et techniques Par contre les 35 trusts les plus puissants des 6 pays du Marché Commun ont triplé leurs profits en quelques années.

Avec les salaires insuffisants, l'intensification du travail et l'allongement de sa durée constituent un autre aspect de l'aggravation de la condition ouvrière... Il manque 230 000 logements H.L.M. par an, 15000 lits dans les hôpitaux, 10000 infirmiè-res, 200 milliards d'anciens francs au budget de l'Education Nationale... Les petits paysans sont sacrifiés aux monopoles."

C'est pour tenter de briser les résistances que suscite cette politique que le régime poursuit son offensive contre tout ce qui subsiste de démocratie".

Invariablement le flot oratoireae de ROCKET parvient à contourner le "pourquoi" des choses ou à l'effleurer.

Oui, *"l'impérialisme américain cherche à soumettre à son pouvoir les autres états capitalistes"*; oui,*"de nouvelles contradictions apparaissent entre les pays du Marché Commun et les ETATS- UNIS et aussi entre les pays de l'Europe Occidentale eux-mêmes"*; oui, *"la crise générale du capitalisme s'approffondit"*.

Alors, pourquoi ne pas expliquer clairement que la concurrence capitaliste s'exacerbant , la bourgeoisie et son Etat se trouvent acculés à la recherche des "prix compétitifs". Que ceux-ci ne peuvent être obtenus que par l'abaissement des prix de revient. Ce qui suppose une modernisation accélérée des techniques et une concentration accrue des structures de l'économie des vieux pays capitalistes dont la

France. Que ses mutations se traduisent par des licenciements dans l'industrie, la prolétarisation des petis exploitants dans l'agriculture. Que la *"détente du marché de l'elploit"* qui en découle favorisera l'intensification de l'exploitation des travailleurs.

Pouquoi ne pas expliquer que les capitalistes, aussi longtemps qu'ils seront capitalistes ne rechercheront pas l'abaissement des prix de vente par la réduction du profit, dont l'essentiel alimente les investissements nouveaux auxquels ils sont condamnés pour survivre. Que, par conséquent, la seule diminution recherchée, celle des prix de revient, implique d'une part l'utilisation des matières premières au meilleur marché (charbon russe ou américain, fer mauritanien) fût-ce au détriment des mines françaises plus onéreuses; d'autre part la limitation des salaires que le plan de stabilisation réussit à généraliser.

C'est cet ensemble cohérent que l'Etat, instrument de coercission au service de la bourgeoisie, a pour fonction de réaliser grâce à la neutralisation des syndicats par leur intégration grâce à tout un dispositif de mesures répressives dont la "réforme administrative" est le plus récent élément, grâce enfin à une concentration considérable du pouvoir politique.

Avec les chiffres et informations dont dispose l'appareil du P.C.F., W. ROCHET aurait pu simplement et clairement développer cette explication au cours de son rapport, il a préféré laisser l'impression qu'un mauvais sort avait frappé la France, que les méchants qui la gouvernent s'entêtent à mal servir ses intérêts, “qu'il faut changer d'orientation politique".

C'est pour arriver à cette conclusion et au “programme” qui s'ensuit que l'analyse de ROCHET ne pouvait être que superficielle, dissolue et tronquée.

LE PROGRAMME

Il ne restait plus qu'à établir un imposant catalogue des améliorations qui transformeraient "le régime de pouvoir personnel" en une idyllique "démocratie véritable" (depuis le précédent congrès, il a été décidé de remplacer le terme "démocratie rénovée" par celui de "démocratie véritable").

Le P.C. propose au peuple de France l'augmentation générale des salaires, traitements, retraites et pensions en même temps que la diminution de la durée du travail, le doublement du budget de l'Education Nationale, la construction massive de logements à loyers raisonnables, l'amélioration des moyens de transport et de communication, l'aide aux régions sous-développées, l'amélioration de la Santé publique, l'augmentation des .Allocation familiales, etc...

Ac es promesses qui nous sont aussi familières que les campagnes électorales, s'ajoutent la suppression de la force de frappe française, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la démocratisation de l'appareil d'Etat, y compris de la Justice et de l'armée, et l'épuration de la police (des C.R.S. chargeant au chant de la Marseillaise, avec des matraques tricolores ?).

Enfin, ne reculant devant aucune démagogie, et tout en reconnaissant que *“le capitalisme conduit à l'élimination de la petite exploitation au profit de la grande"*, leP.C. inscrit à son programme *“l'octroi de mesures d'aide spéciales aux exploitations familiales"* (probablement le retour au système de subventions de la IVème République) et *"l'attribution, en priorité des terres disponibles et mises en vente aux paysans exploitant directement avec les membres de la famille".* Des *“terres mises en vente"*, c'est à dire que les petits paysans devront acheter, moyennant finances, étant donné que nous serons toujours en régime capitaliste, puisque *"les conditions pour passer au socialisme en France ne sont pas réalisées"*.

Mais comment faire admettre que dans le cadre du capitalisme dont *"la crise générale s'approfondit",* l'application de ce programme soit conciliable avec la survie des trusts et monopoles?

W. ROCHET ne peut tout de même éluder complètement ce problême: *".... Il n'est pas suffisant*

d'avoir une bonne Constitution. Encore faut-il que les féodalités économiques et financières n'accaparent plus les principales ressources du pays et ne soient pas en état de contrecarrer la volonté nationale..."

Très juste. C'est bien pourquoi le catalogue du P.C.F., bien qu'il reste typiquement réformiste, est proprement inapplicable dans le cadre du régime capitaliste. Mais W. ROCHET propose alors une recette. Repoussant "la phrase gauchiste irresponsable et génératrice de passivité, le P.C.F., on le sait, ne confond pas l'établissement d'une "démocratie véritable" avec la suppression du capitalisme et la destruction de l'Etat, son instrument de domination de classe. Par contre, il promet d'utiliser cet Etat bourgeois pour *"réduire la puissance des trusts"*, c'est à dire stopper le développement du capitalisme sans le détruire; ce qui permettrait du même coup de satisfaire les besoins *"de la nation tout entière"* et de remédier aux contradictions du capitalisme inhérentes à son propre développement.

Le sortilège qui permettrait d'aboutir à de telles merveilles serait la multiplication de nationalisation? *"C'est là un aspect important de notre programme"* souligne W. ROCHET.

Il est exact que le capitalisme peut s'accorder de certaines nationalisations, qu'il serait plus juste d'appeler étatisations, à l'intervention accrue de l'Etat dans l'économie et le développement d'un secteur public et nationalisé est même une caractéristique de l'époque contemmporaine.

Mais deux remarques élémentaires s'imposent. La première est que les nationalisations ainsi effectuées sous l'égide d'un Etat au service de la bougeoisie, ne l'ont jamais été dans le but de *"réduire la puissance des trusts"* et d'établir des entraves au développement de l'économie capitaliste. Elles furent effectuées, au contraire, notamment par la prise en charge de secteurs déficitaires pour constituer un élément régulateur d'abord et avant tout au service des capitalistes.

W. ROCHET, bien qu'il refuse d'en tirer des conséquences, le démontre lui-même quand il dit *"la S.N.C.F qui accorde les salaires anormalement bas à ses agents... consent aux trusts de l'industrie privée des tarifs réduits, trois fois moins élevés que ceux appliqués aux usagées ordinaires. Après quoi, le déficit est comblé par l'Etat avec le produit des impôts payés par les masses tra-vailleuses... L' E.D.F. consent aux trusts de l'électro-chimie et de l'électro-métallurgie des tarifs d'électricité extrêmenent bas, ce qui représente un cadeau de 200 milliards d'anciens francs par an... Les Houillères nationales fournissent auxxgrands trusts de l'industrie privée des charbons à prix réduits, ce qui représente chaque année des dizaines de milliards de manque à gagner.."*

Ajoutons que, par l'intermédiaire du Haut commissariat à l'énergie atomique, c'est l'ETATqui contrôle sans partage la fabrication de la bombe française, qu'en Espagne, ou le pouvoir ne se préoccupe apparemment pas d'aller au devant des aspirations populaires, Franco envisage la nationalisation de l' industrie automobile.

La seconde remarque sur laquelle il n'est pas nécessaire de s'étendre est que ces nationalisations ne se font ni *"au profit de la nation tout entière"*, ni au profit des salariés du secteur public et nationalisée. Si les conditions de travail et de rémunération des travailleurs de l'Etat se révélaient si avantageuses on se demande pourquoi, le 18 mars encore, la C.G.T., avec les autres syndicats, dénonçait le *"retard inacceptable"* des salaires du secteur public par rapport au secteur privé. Les temps présents montrent au contraire que l'Etat est régulièrement le premier des patrons à porter des coups, qu'il veut exemplaires, à ses propres salariés, y compris en cherchant à les ligoter dans des "contrats de progrès" qui réaliserait l'intégration de leurs syndicats.

Il est vrai que l'extension du secteur nationalisé a modifié les conditions du développement de la lutte des classes en confrontant directement à l'ETAT un nombre accru de travailleurs. Mais il en est de ces conditions comme de la concentration industrielle, la prolétarisation paysanne ou la guerre impérialiste; elles ne sont pas des victoires par elles-mêmes ainsi que veut le faire croire le P.C. au sujet des nationalisations en régime capitaliste. Dans la mesure où ces conditions ne sont pas exploitées pour détruite l'Etat elles se retournent au contraire contre les travailleurs.

W. ROCHET, pour n'être ni naif, ni stupide, sait tout cela quand il proclamme que les mesures *"qui seront prises demain dans certains domaines par un gouvernement vraiment démocratique auront pour objet de réduire la puissance des trusts et d'assurer le développansnt de l'économie au profit de la nation tout entière".*

DE L'UNION SACREE A L'INTEGRATION

Qu'on ne s'y trompe pas, la médiocrité du rapport de W. ROCHET n'est pas fortuite. Elle recouvre une orientation cohérente et précise.

Notons d'abord que la naissance de cette démocratie bourgeoise "véritable", à supposer qu'on puisse croire à l'absurde, nécessiterait la mise en oeuvre de moyens d'actions susceptibles de renverser le gouvernement de "pouvoir personnel".

Le long rapport de W.ROCHET ne préconise aucun moyen d'action autre que l'actuelle tactique de la C.G.T., grèves dérisoires, tournantes courtes et répétées: "en 1963 on a compté plus de 8 millions de journées de grèves, ce qui représente le chiffre le plus élevé que l'on ait connu depuis dix ans ... Ces luttes ont permis aux travailleurs des différentes corporations d'obtenir des résultats non négligeables". On aimerait savoir lesquels.

Le bilan est pourtant concluant, puisque, si l'on en croit W. ROCHET lui-même: *"de tous les grands pays la France est devenue celui ou la semaine de travail est la plus longue... jamais l'écart entre la productivité au travail et les salaires payés n'a été aussi considérable..."*

Le rapport insiste bien davantage sur *"l'Union pour un programme commun des communistes, socialistes, syndicalistes, et autres démocrates."* Une longue tirade est consacrée à la gloire de la politique de la main tendue aux travailleurs chrétiens, avec un coup de chapeau au *"défunt pape Jean XXIII"*, et une péroraison en faveur du *"rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes"*. Enfin le dernier paragraphe de la résolution appelle à l'union sans exclusive de *"toutes les forces vives de la Nation".*

De tels moyens d'actions, qui sont ceux développés par le P.C.F. depuis la consécration de la "coexistence pacifique", ménagent de beaux, jours au gaullisme, pendant ou après DE GAULLE, ils corres pondent au conte pour enfants sages, tenant lieu de programme, dont le P.C.F. s'applique à bercer les travailleurs de ce pays.

Mais les réalités économiques, caractérisées par l'accroissement des contradictions capitalistes, exigent une option inéluctable. Ou bien on prépare l'affrontement général de la classe ouvrière contre le régime capitaliste. Ou bien on participe à la défense du système capitaliste en France, ce qui implique la mise au pas de la classe ouvrière selon la doctrine gaulliste, notamment par l'intégration des syndicats à l'Etat sous forme d'une "participation" à la gestion de l'économie capitaliste.

Le P.C.F. a choisi. On a vu qu'à son programme d'union sacrée il envisage d'associer "les syndicalistes" aux côtés des partis politiques.

"Nous voulons un gouvernement fort" qui devra s'appuyer, affime W. ROCHET *"sur une majorité cohérente fondée sur l'entente de tous les partis et organisations démocratiques autour d'un programme commun"*. C'est en d'autres termes, le "contrat d'investiture" que propose Defferre.

Selon le rapport, ce gouvernement fort, réclamé par le P.C. attribuera *"aux travailleurs et à leurs organisations un pouvoir de contrôle et de gestion dans le domaine économique, social et culturel".* Les agents de l'Etat seront *"associés à la gestion des services"*, et la *"participation des syndicats à la gestion des établissement s et entreprises nationalisées"* est inscrite au programme.

Celui-ci prévoit encore: *"L'institution à tous les échelons de la vie économique d'un pouvoir de contrôle des travailleurs par l'extension des attributions des comités d'entreprises et la liberté de fonctionnement des syndicats à l'intérieur des. entreprises"* (ce que la C.F.T.C. appelle la *"reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise").*

Enfin, le développement de *"l'économie nationale moderne"* sera assuré suivant *"un bilan économique, social et culturel, élaboré démocratiquement avec la participation des organisations ouvrières".*

Il manquait à cette grande idée "moderne" de l'intégration des syndicats, reprise à Léon Xlll par De Gaulle et Jean XXIII, divulguée par la C.F.T.C., d'être présentée comme une revendication par "le grand Parti de la classe ouvrière". C'est chose faite.

La social-démocratie en manifeste du soulaganent et C. Fuzier écrit dans l'organe de la S.F.I.O. *"...une page de l'histoire du parti communiste,est en train d'être tournée.. nous regarderons avec attention un congrès qui, tout en grandissant M. THOREZ , n'en a pas moins fait comprendre que le monde avait changé".*

Deux mois après le 17ème congrès, l'Humanité publiait, encadré, en bonne place, le message adressé par De Gaulle à l'occasion du décès de Thorez: *"Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le président Maurice Thorez, quelle qu'ait pu être son action avant et après, a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale".*

Sa grande bourgeoisie, elle, sait à quoi s'en tenir sur le rôle du P.C.F.. Mais, au -delà de la foule qui suit le cercueil de Thorez ou s'entasse aux kermesses de l'Humanité, le nombre grandit des ouvriers et étudiants qui s'interrogent sur l'orientation du Parti communiste et des appareils réformistes.

L'avant-garde révolutionnaire qui sorganise aujourd'hui, hors des cadres traditionnels, aura la grande tâche de reconstituer le mouvement ouvrier à la liquéfaction duquel s'emploient ceux qui redoutent sa révolte.

Pour toute corespondance s'adresser à :
Michel GATINEAU
107 rue Jean-Jaurès
ST. FLORENT-LES-NIORT (D.S.)
C.C.P: 2493-81 NANTES
Abonnement ..... : 5 F.les dix n°
Abonnement de soutien ..... :10 F.